

OULD-ABBÈS L'A ANNONCÉ HIER

Création d'un Observatoire de l'enfance en danger

Le projet de loi relatif à la protection de l'enfant sera adopté d'ici la fin de l'année en cours, deux années après le lancement du débat sur l'élaboration de ladite loi.

Rosa Mansouri - Alger

(Le Soir)- Le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté algérienne à l'étranger, M. Ould Abbès a appelé, hier, les acteurs travaillant sur ce projet à accélérer les travaux pour pouvoir se doter, dans quelques mois, d'un nouveau système de protection de l'enfance. Un système qui, dit-il, a besoin d'être réformé de sorte à répondre aux besoins spécifiques de cette couche vulnérable de la société, particuliè-

rement exposée au danger. Intervenant à l'occasion d'un séminaire intitulé «Regards croisés sur les systèmes de protection de l'enfance», qui confronte les expériences belge, québécoise et algérienne en la matière, M. Ould Abbès a exposé la situation actuelle de l'enfance en Algérie, en évoquant le manque de coordination entre les différents acteurs censés prendre en charge les préoccupations exprimées. Le ministre a axé sur la nécessité

d'approfondir les discussions relatives à la délimitation des compétences des travailleurs sociaux et des juges pour mineurs. La réforme du système permettra, selon lui, de clarifier les missions de chacun. Il n'a pas manqué de relier les difficultés rencontrées dans l'amélioration des conditions de vie de l'enfance, en raison d'un vide juridique sur certaines questions. «Nous allons y remédier dans les plus brefs délais.

La protection de l'enfance est une priorité absolue du gouvernement et nous allons profiter des expériences des Belges et des Canadiens pour affiner notre dispositif», dira-t-

il à l'assistance. Car, pour celui-ci, le nombre des enfants en danger est en train d'augmenter d'un mois à l'autre sans en connaître les raisons exactes.

En première lecture, le ministre croit savoir que le signalement des cas à travers le numéro vert du ministère (15 27), les indicateurs des services sécuritaires et le travail effectué par le mouvement associatif ont permis de rendre visible le danger qui guette les enfants au sein de la société. Parmi les objectifs assignés au système de protection, figurent la stabilisation, voire la limitation des situations d'enfants en danger,

la garantie d'une l'assistance à ces derniers et la prévention de la récidive. Trois principaux objectifs à concrétiser grâce à une série de mesures à mettre en place immédiatement. Le ministre a annoncé la création d'un Observatoire national algérien de l'enfance en danger (Onaed), qui sera un outil de détection des situations. Il aura également à développer des recherches dans le domaine de la protection de l'enfance, avec la collaboration des universitaires. Cet observatoire se chargera aussi de coordonner l'action de la justice avec les directions de l'action sociale (DAS). Des cellules de veille seront

ainsi créées dans les 48 wilayas pour renforcer le dispositif de signalement et d'alerte.

Aussi, le département de Ould Abbès envisage de réhabiliter la fonction des assistantes sociales, comme cela a été exprimé par le mouvement associatif, pour faciliter la prise en charge de l'enfant dans son milieu familial. «J'ai mis à la disposition des différents secteurs 21 000 postes budgétaires et nous sommes prêts à former les gens selon les besoins exprimés dans chaque secteur», a affirmé M. Ould Abbès.

R. M.

HANTÉS PAR LE SPECTRE D'UNE ANNÉE BLANCHE

Les étudiants en médecine se prennent en main

Se sentant otages d'une situation qui n'est pas près de connaître un dénouement, les étudiants en médecine, chirurgie dentaire et pharmacies ont organisé, hier, un sit-in à la Faculté de médecine d'Alger pour exiger le déblocage de la situation.

Salima Akkouche- Alger (Le Soir)-

Conscients du spectre d'une année blanche qui plane de plus en plus, les étudiants en médecine, tous niveaux confondus, ont décidé de réagir en organisant un sit-in dans l'enceinte de leur faculté. A notre arrivée sur les lieux à 10h30, ils étaient nombreux à attendre l'arrivée de leurs camarades de pharmacie et de chirurgie dentaire. Pendant ce temps, ceux qui étaient déjà sur place improvisaient des slogans en absence des délégués qui ont tardé à arriver. Après concertations, ils ont réussi à créer leurs slogans.

Une feuille à la main, Samira, une étudiante en médecine, très active, nous montre la liste des slogans. A priori, c'est elle que ses camarades ont désignée comme porte-parole. Une proposition qu'elle refuse. «Je n'ai pas une voix qui porte», leur lancera-t-elle. Amine B, un étudiant en 6^e année de médecine, a d'emblée voulu mettre les choses au point : «On est là aujourd'hui pour réclamer notre droit de passer les examens et non pas pour faire de la politique.» Selon Amine, la situation est grave et elle nécessite une solution immédiate. Le cumul des examens n'arrange pas les étudiants qui ne savent pas comment s'organiser pour faire leurs révisions.

Toutefois, si les étudiants disent comprendre les revendications de leurs enseignants, ils refusent de prendre partie. De l'avis de Amine, la question du soutien au mouvement de grève ne fait pas l'unanimité parmi les étudiants même si ces derniers comprennent les revendications des enseignants. «On ne charge personne, mais ils doivent trouver un terrain d'entente pour dialoguer et sauver ce qui reste à sauver», a expliqué notre interlocuteur. Optimiste, il nous rappellera que les deux syndicats initiateurs de cette grève de la santé et de l'enseignement, à savoir celui des professeurs et docents en sciences médicales (SPDSM) et celui des maîtres assistants en sciences médicales (SNMASM) ont promis de tout faire pour éviter aux étudiants une année blanche.

Souhil, un délégué en 5^e année de médecine, estime que ses camarades et lui sont au centre d'un conflit entre les professeurs et les deux tutelles. Ce qu'ils demandent, c'est

une programmation adéquate des examens car ils veulent passer les épreuves avant le mois de juillet. La fermeture des cités universitaires constitue un autre handicap pour les étudiants.

En effet, les cités universitaires vont fermer tôt cette année en raison de la tenue des Jeux panafricains en Algérie. «On ne sait pas si l'on va nous permettre de rester dans les cités universitaires si jamais les examens sont programmés après la fermeture des cité universitaires», se demandent les étudiants. «Nous comptons sur la compréhension de nos professeurs et de l'administration pour trouver un agenda approprié aux examens. Chaque jour qui passe aggrave notre situation», conclut Amine. C'est finalement à 11h30 que les autres étudiants arrivent. Ils étaient obligés de sortir de la faculté car ils étaient nombreux. Le sit-in prévu devant le portail de la faculté a vite débordé sur la ruelle. Bloquant le route aux automobilistes, les protestations scandaient «discutons, dialoguons», «nous ne sommes pas des pions», «nous ne sommes pas des otages, arrêtons ce sabotage», «les blouses blanches contre une année blanche». Les étudiants étaient tellement que leur mouvement «paci-



Photo : Walid Triaa

fique» a nécessité l'intervention des forces de l'ordre pour les maintenir hors de la voie publique. Sensibles à leur situation, les services de sécurité ont écouté les étudiants, leur permettant même de tenir pendant une demi-heure un sit-in à l'extérieur de la fac. Ils se dispersèrent deux heures après en décidant d'adresser une lettre de revendications aux minis-

tères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, au syndicat des hospitalo-universitaires, au doyen ainsi qu'aux comités pédagogiques. Comptant sur la compréhension de leur tutelle, ils diront qu'ils espèrent obtenir un résultat positif d'une manière pacifique. La grève illimitée lancée à l'appel des deux syndicats de la santé reste maintenue.

Les représentants syndicaux ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils sont déterminés à aller jusqu'au bout de leurs revendications en promettant de ne pas pénaliser les étudiants avec une année blanche. Une promesse de plus en plus mise en doute par les étudiants qui craignent l'inévitable et dont l'avenir reste incertain.

S. A.

«LA PASSION DU DJANOUB» LANCE UN PROGRAMME DE PRISE EN CHARGE DES HARRAGA

Un RDV pas du tout clandestin

Pas victime et encore moins délinquant, c'est le regard que l'association «La passion du Djanoub» propose de poser sur le phénomène des harraga.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) -

Anthropologue, sociologue et ethnologue, sa présidente M^{me} Sahli estime que l'énergie que déploient les candidats à l'émigration pour l'aboutissement d'un projet qui, a priori, paraît impossible doit être réorienté. C'est l'essence même du projet qu'elle compte mener. Sur les 587 harraga rapatriés en Algérie, 60 bénéficieront d'un programme d'une année qui se décline sur quatre phases et qui débutera en octobre prochain. Une démarche qui met l'individu au cœur des préoccupations.

La participation à ce projet est soumise à quelques conditions : les personnes âgées entre 15 et 25 ans et ayant fait au moins une tentative d'émigration clandestine pourront y prendre part.

Pendant une année, elles seront encadrées par des professionnels qui les feront travailler sur des projets personnels avec comme objectif principal la réorientation de leur rage de vivre vers des projets qui sont plus réalisables. Avec comme devise «le rendez-vous avec l'avenir n'est pas un rendez-vous clandestin», l'association s'est assigné l'objectif de prouver aux jeunes qu'ils peuvent progresser, qu'ils sont maîtres de leur destin et qu'ils peuvent changer le cours de leur vie. Pour M^{me} Salhi, il est impératif de travailler avec ceux qui ont choisi de se construire l'identité d'immigré clandestin.

Sans verser dans la morale ni dans la culpabilisation, la présidente de l'association «La passion du Djanoub» propose une nouvelle approche du phénomène basée sur un retour sur l'évolution même qu'a connue le pays. C'est ainsi qu'elle pense que le déballage de bons sentiments au

sujet des conditions dans lesquelles se font les traversées des harraga n'est pas très approprié. Pour s'être intéressée à la question des flux migratoires, elle affirme que les déplacements se sont toujours faits dans la douleur et que la mort a toujours accompagné les migrants. Pour le cas de l'Algérie, elle estime que la faille se situe au niveau des valeurs et de la pauvreté culturelle.

Inutile selon elle de tenter de faire la course avec les pays du Nord qui ont une longueur d'avance. La solution ? Mieux partager les richesses, se concentrer sur l'homme et revoir le système éducatif en donnant le temps à ceux qui ont des difficultés à suivre de s'accrocher.

En définitive, proposer des formations à la carte en mesure de suivre les rythmes personnels pour, qu'une fois de plus, l'individu ne se fonde pas dans la masse et finisse par s'y perdre.

N. I.